

BEYOĞLU

QUOTIDIEN POLITIQUE ET FINANCIER DU SOIR

DIRECT.: Beyoğlu, Istanbul Palace, Impasse Olivo — Tél. 4189
RÉDACTION: Galata, Eski Banka Sokak, Sen Piyer Han 2 ci kat
Tél. 49266

Pour la publicité s'adresser exclusivement
à la Maison

KEMAL SALIH-HOFFER-SAMANON-HOULI
Istanbul, Sirkeci, Agirefendi Cad. Kahraman Zade H. Tél. 20094-95

Directeur-Propriétaire: G. Primi

Une séance historique à la G. A. N.

Le lumineux exposé du Dr. Aras

Un débat animé qui témoigne de l'émotion avec laquelle la nation suit l'évolution de la question du « sancak »

La G. A. N. a vécu hier une journée de grand débat, une journée historique pouvons-nous dire.

La séance était présidée par M. Tévlik Filaret. L'affluence était énorme. L'EXPOSE DE M. LE DR. ARAS

Au milieu de la plus vive attention, le ministre des affaires étrangères monta à la tribune. Le ministre prononça le discours suivant que nous reproduisons suivant le texte français qui nous en a été transmis par l'A. A. :

Chers amis, Aujourd'hui je vais vous parler de l'état actuel de la question d'Iskenderun et d'Antakya. Mais avant tout, je vais vous prier de vouloir bien m'excuser du retard que j'ai mis à vous faire cet exposé que, par des questions que vous me posiez chaque jour et à chaque rencontre, je savais être attendue avec impatience.

LE DERNIER PROBLEME NATIONAL Demeure en suspens

Après avoir entendu l'exposé clair du Grand Chef à ce sujet, a-t-on besoin de dire avec quelle vigueur et quelle énergie le gouvernement de la République s'occupe de cette affaire ? Après avoir réussi à régler à Moscou, à Ankara et dans des conversations et conférences ultérieures les nombreuses difficultés que les calamités de la grande guerre avait accumulées et dont elle avait légué la solution à notre génération, et après avoir substitué aux mécontentements anciens des amitiés solides, les destinées d'Antakya et d'Iskenderun qui n'ont pu encore trouver leur solution pratique, constituent l'unique problème national qui préoccupe sans cesse le peuple turc. Ce n'est pas du tout parce que l'importance attachée par nous à la solution de ce problème est moindre que celle des autres, qu'elle est ajournée. Les livres blancs No. 1 et 2 présentés par le ministère des affaires étrangères aux honorables membres de la G. A. N. sont pleins de documents qui prouvent clairement que depuis 1921 nous nous sommes occupés de cette affaire sans nulle déviation ni solution de continuité.

Toujours respectueux de ses engagements, le gouvernement de la République aurait voulu que ses relations d'amitié avec la France, auxquelles la Turquie attache une importance toute particulière, — se fussent traduites par un arrangement dans le sens de l'indépendance de ces contrées purement turques à l'instar de leurs voisins, la Syrie et le Liban, étant convaincu que celles-ci n'auraient jamais dû être privées du droit de se gouverner elles-mêmes.

L'ECHANGE DES NOTES AVEC LA FRANCE

Ceux qui ont jeté un coup d'oeil aux documents mentionnés dans les livres blancs dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir, ont pu se rendre compte que dans chaque document et à chaque occasion nous n'avons cessé de spécifier nettement cette manière de voir. Les notes échangées ces derniers jours prouvent amplement que nous avons été conséquents avec nous-mêmes.

Dans la note en date du 9 octobre 1936, que nous avons remise au gouvernement français par l'entremise de notre ambassadeur à Paris sur la question d'Antakya et d'Iskenderun, nous référant aux déclarations faites au conseil de la S. D. N. par moi-même et par M. Vienot, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de France, nous avons demandé au gouvernement français de bien vouloir nous faire savoir s'il était disposé à conclure avec les populations turques des régions d'Antakya et d'Iskenderun un traité analogue à ceux en voie de conclusion avec la Syrie et le Liban.

Les bases juridiques sur lesquelles se fondaient la demande ainsi formulée, avaient également été exposées dans cette note.

Le 10 novembre 1936, le gouvernement français a répondu à notre note. Après avoir fait un exposé analytique de la note française du 10 novembre et porté à la connaissance de l'Assemblée Nationale les dispositions de la note responsive turque du 17 novembre, donnée par l'entremise de l'ambassadeur de Turquie à Paris, le ministre des affaires étrangères continuait en ces termes :

On voit par le résumé des notes dont je vous ai exposé le contenu, que notre réclamation n'est pas une question de revision territoriale. Ce que nous voulons, c'est la sauvegarde des garanties réelles et effectives des droits que la population turque et nous-mêmes avons acquis par les traités et de voir le développement des droits garantis par ceux-ci à cette région turque.

En résumé, je dois tout de suite préciser que dans les notes échangées entre les parties qui connaissent la question, nous n'avons développé qu'une partie de nos arguments principaux. Nous n'avons pas encore avancé ceux qui sont du domaine économique.

CONTRADICTIONS SIGNIFICATIVES

Sans entrer dans l'examen de l'accord de 1921, confirmé par l'acte qui définit les conditions du mandat et les différents documents de 1923, nous nous sommes contentés d'y faire une simple

allusion. Or, le dernier paragraphe de l'article 7 de l'accord d'Ankara stipule clairement que le turc est la langue officielle dans le « sancak », alors que l'article 16 du document qui définit les conditions du mandat déclare qu'en Syrie et au Liban les langues officielles sont le français et l'arabe.

Egalement parmi les droits reconnus à la Turquie, aux paragraphes 7, 8, 9 et 10 du protocole de signature qui est lié à l'accord d'Ankara et qui en constitue une partie essentielle, il est clairement dit que dans le port d'Iskenderun, il sera donné à bail à la Turquie, une superficie suffisante pour une longue durée. Tandis qu'à l'article 4 du document définissant les conditions du mandat, il est imparté à la France, puissance mandataire, le devoir de garantir qu'aucune partie de la Syrie et du Liban ne soit donnée à bail à un autre Etat.

(Lire en seconde page la suite de l'exposé du Dr. Aras)

LE DEBAT

LE DEBAT

Immédiatement après l'exposé du ministre des affaires étrangères, plusieurs orateurs prirent la parole pour exposer la juste de notre cause et le bon droit du Turc.

M. Rasih Kaplan (Antakya), rappelle l'attachement profond de la nation turque à la paix du monde ; il dit toute la patience de quinze ans, l'abnégation dont nous avons fait preuve. « Mais il fallait que la France, à son tour, admit le droit de la nation turque d'être maîtresse chez elle. Depuis des temps immémoriaux, Antakya et Iskenderun sont un foyer turc. Tout en désirant que les habitants de la Syrie puissent obtenir un moment plus tôt leur indépendance, nous ne saurions jamais admettre que les Turcs d'Antakya et d'Iskenderun soient considérés comme des étrangers chez eux. »

L'orateur rappelle l'insécurité qui règne sur notre frontière du Sud, où il ne se passe presque pas de jour sans qu'un de nos soldats ou de nos gendarmes ne tombe sous les balles.

« Sommes-nous en guerre ? » s'écrie l'orateur. Vous savez ce qui se passe quotidiennement sur cette frontière. La France, qui a enseigné au monde entier l'économie le sait sans doute aussi. Ne peut-on pas revendiquer la sécurité économique de son foyer ? »

LES PAROLES ET LES FAITS

M. Refik Ince (Manisa), expose la juste de notre cause.

« L'un des pays que nous entendons le plus souvent parler d'amitié, dit l'orateur, c'est la France. Or, — notre honorable ministre des affaires étrangères m'exposera si mes paroles ne sont pas très « diplomatiques » — ce même pays est aussi un de ceux qui nous ont donné le moins de preuves d'amitié effective. »

La question d'Antakya doit être examinée sous trois aspects : la situation internationale, le point de vue français et celui de la Syrie.

Autant nous avons besoin de l'amitié d'un pays comme la France, qui est un maître en diplomatie, autant elle-même a besoin de l'amitié de la Turquie qui se trouve directement mêlée à la politique générale. Si elle ne témoigne pas de cette amitié dans une question qui, pour nous, est vitale, les compliments qu'elle nous prodigue en d'autres occasions ne riment à rien.

Quant aux Syriens, il faut qu'ils sachent que les Turcs étaient leurs amis avant les Français, qu'ils considèrent être avec eux aujourd'hui. »

LE LIVRE ROUGE

M. Hakkı Kilic (Kocaeli), fait une déclaration brève, mais significative :

« Dans le cas où cette question ne pourrait pas être réglée au moyen de « Livres Blancs », la nation turque est prête à fournir au gouvernement autant d'encre qu'il en faudra pour écrire un « Livre Rouge » ! »

M. Remzi Güres (Gaziantep), approuve pleinement la voie suivie, en l'occurrence, par le gouvernement et l'en félicite en sa qualité de député d'un

vilayet du Sud. L'orateur rappelle qu'à l'époque où la nation versait un sang généreux pour la défense de Gaziantep, beaucoup de Turcs d'Antakya et d'Iskenderun participaient à la lutte.

« Il est une chose que je ne conçois pas : c'est que la France qui a combattu pour le droit et la liberté ; qui a entrepris pendant des années par les livres et les réunions publiques le désir de revanche pour l'Alsace et la Lorraine, ne comprenne pas notre droit ! Je ne conçois pas qu'au moment où elle accorde l'indépendance, même apparente, à la Syrie et au Liban, elle ne comprenne pas que les Turcs connaissant l'indépendance, ont vécu de tout temps indépendants depuis la création du monde ! »

Rasih Kaplan (Antakya). — Elle le comprend... Et elle sait aussi que la Turquie est une nation qui sait verser son sang pour la liberté.

EN ATTENDANT LA SOLUTION

M. Berc Türker (Afyon), rappelle que 300 mille Turcs pleurent, à Antakya et Iskenderun, en attendant de se joindre à la mère-patrie. Notre honorable gouvernement a-t-il obtenu des garanties de la France qu'en attendant la solution de la question nos frères ne subissent aucune pression nouvelle ?

L'orateur ne doute pas, au demeurant, du succès de notre cause, car Ismet İnönü n'a remporté que des victoires dans sa politique de paix.

M. Aka Gündüz (Ankara), va plus loin : Atatürk, le gouvernement et la Grande Assemblée ont parlé. Il n'y a plus rien à ajouter ; l'affaire est réglée : la perdrix est dans le sac.

Rasih Kaplan. — Tu cherches peut-être à chasser la perdrix sans fusil ?... Aka Gündüz : Je sais que la perdrix se chasse au fusil. Et s'il le faut, l'affaire de Hatay aussi sera chassée avec le fusil !

L'orateur termine par un vibrant appel aux Turcs Hatay.

POURQUOI LA FRANCE FAIT-ELLE CELA ?

Après MM. Mehmet Somer (Kütahya), et Ibrahim Mete (Seyhan), l'Assemblée entend l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Yusuf Kemal (Sinop). L'orateur rappelle les circonstances dans lesquelles le traité de 1921 fut conclu.

C'était, à l'époque, une bonne affaire, puisque, grâce au traité, les soldats français allaient quitter Adana. Mais, d'autre part, l'abandon, même provisoire d'Antakya, arrachait des larmes aux signataires turcs du traité.

« En face de l'histoire, en face de Franklin-Bouillon, je proclame que, d'un bout à l'autre des négociations, nous n'avons cessé de proclamer : La population d'Antakya et d'Iskenderun est turque et le demeure éternellement. »

Tout en précisant qu'il parle en son nom personnel, sans engager en rien le gouvernement, l'orateur souligne que la France ne devrait pas s'aliéner l'amitié de la Turquie pour de pareilles questions. M. Yusuf Kemal rappelle les

L'occupation intégrale du territoire éthiopien

Les Italiens à Gore

Addis-Abeba, 27. — Les troupes italiennes provenant de Lékenti, ont occupé Gore sans y trouver aucune trace du fameux gouvernement provisoire abyssin dont il avait été tellement question à un certain moment. La population les a accueillies avec un grand enthousiasme.

Vers midi, les troupes se disposèrent en carré, tandis que défilait le cortège de la population galla pour faire acte de soumission et d'hommage.

L'avance continue pacifiquement et rapidement vers la frontière du Soudan.

Gore est la capitale de l'Iloubabor.

Il y a en cette localité de belles maisons recouvertes de toit en plaques de zinc.

La Banque de Gore était considérée, au point de vue du mouvement des capitaux, comme la seconde d'Ethiopie, en raison notamment des échanges avec les pays voisins limitrophes, notamment le Soudan anglo-égyptien. Toute la population est de race galla. Toutefois, on ressent la pénétration des émissaires de Tafari qui avaient pour programme de l'« amharisation ».

Moyennant peu de travaux d'adaptation et d'amélioration des routes existantes, Gore sera rattaché à Gambela, de façon à servir d'extrémité à la seconde grande route du Caffa et à se rattacher à la région de l'Oullega.

Les échanges de vues anglo-italiens

Unemise au point de lord Crambourne

Londres, 27. — Le sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, Lord Crambourne, répondant par écrit à une demande qui lui avait été posée, a dit : « On fit récemment en Grande-Bretagne et en Italie des déclarations officielles ayant pour but de dissiper les malentendus au sujet de la politique du gouvernement italien et celle du gouvernement britannique en Méditerranée. On espère que les assurances échangées pourront former la base de communications ultérieures par la voie diplomatique normale. »

Un pacte de non-agression germano-tchécoslovaque

Londres, 27. — Les milieux diplomatiques estiment que l'Allemagne s'apprête à entamer des négociations avec le gouvernement tchécoslovaque en vue de la conclusion éventuelle d'un pacte de non-agression.

dispositions du nouveau régime des Dénormés établi à Montreux. L'article 19 y a été introduit, dit-on, sur la demande de M. Paul-Boncour.

— Au moment où il pourra être question d'appliquer pratiquement cet article, ne conviendrait-il pas que les coeurs turcs soient favorablement disposés à l'égard de la France ? »

L'orateur rappelle également que le général Mouchin lui avait dit en 1921, à Paris, vous êtes la seule force qui compte en Orient. Et à ce moment, nous n'avions pas remporté nos victoires de 1922.

M. Yusuf Kemal termine en ces termes :

« Je ne sais ce que pensera ou fera le gouvernement. Je veux une frontière qui aille de la Méditerranée au coude du fleuve Asi (qui baigne Antakya) jusqu'à la boucle de l'Euphrate. La frontière naturelle est celle-ci, camarades !... »

Après ces discours prononcés par différents membres de l'Assemblée Nationale, le ministre des affaires étrangères a pris de nouveau la parole et fait la déclaration finale suivante :

Il ressort des déclarations faites par mes collègues que la même inquiétude est ressentie par tout le monde et qu'on estime qu'il y a urgence à y parer. Il s'agit de la sécurité des populations d'Iskenderun et d'Antakya durant la période des négociations dans laquelle nous nous trouvons. Le gouvernement turc n'a jamais perdu de vue ce point. Mon éminent président du conseil l'a souligné avec insistance lors de son entretien avec l'ambassadeur de France.

Je déclare que je considère comme une directive à ce sujet, l'émotion manifestée aujourd'hui par la Grande Assemblée Nationale.

LE VOTE

Après cette déclaration, le président soumit à l'Assemblée une motion ainsi conçue et présentée par MM. Damar Arıkoğlu, Yusuf Başkaya et Feriuh Küpkiç :

« La Grande Assemblée a entendu avec attention et avec un vif intérêt les explications du ministre des affaires étrangères. Nous proposons de les approuver et de passer à l'ordre du jour. »

La motion a été votée à l'unanimité.

L'action demeure stationnaire autour de Madrid

Sur le front maritime, les nationaux bombardent Malaga et Carthagène, et entament le blocus de Barcelone

Madrid, 28 A. A. — Quelques obus tombèrent hier matin sur Madrid, tandis que les bombardements aériens recommençaient. Le tir anti-aérien chassa rapidement les avions rebelles dont les bombes firent cependant quelques victimes.

On estime à 2.500 le nombre de tués et à 3.000 celui des blessés depuis le début de la bataille de Madrid. Les positions sont inchangées au Nord de Madrid. Le temps est très froid : on enregistra une température de 10 degrés au-dessous de zéro.

Sur le front de Guadarrama, les miliciens gouvernementaux améliorèrent leurs positions. Un député de la Chambre des Communes britannique visita ce front jeudi.

Les forces gouvernementales, soutenues par l'artillerie, attaquent énergiquement les rebelles sur le front de Talavera.

On annonce que les miliciens basques qui vinrent renforcer la défense de Madrid obtinrent d'importants succès. Ils s'emparèrent de 12 chars d'assaut et tuèrent ou blessèrent 1.500 insurgés au cours de ces quatre derniers jours.

Les forces nationales progressent

Paris, 28 A. A. — Le poste radio-phonique de Tétouan annonce que les forces insurgées ont progressé légèrement sur le front de Madrid. Elles ont amélioré leurs positions à Paseo de Rosales et à Cuatro-Caminos. La pluie et le brouillard gênent les opérations.

La bataille continue dans Madrid, autour du palais national.

L'ambassade d'Italie a été pillée.

Après Madrid, Barcelone

Séville, 28 A. A. — Le général Quiépo de Llano a déclaré hier que le gouvernement de Burgos ne reconnaîtrait jamais l'indépendance de la Catalogne et que les troupes du général Franco marcheront sur Barcelone dès que Madrid tombera.

FRONT MARITIME

Une brillante action des forces aérienne et navale nationalistes

Salamanque, 28. — Les ports de Carthagène et de Malaga ont été violemment bombardés par 3 escadrilles de trimoteurs nationalistes. Trois navires de guerre nationaux ont soutenu l'action, grâce à un feu nourri. Les forces nationalistes ont coulé 3 navires.

M. Van Zeeland à Londres

L'Angleterre défendra la Belgique si celle-ci est attaquée

Londres, 28 A. A. — M. Eden, disant hier au déjeuner offert par le comité britannique de la Chambre de Commerce internationale en l'honneur de M. Van Zeeland, affirma que l'indépendance et l'intégrité de la Belgique sont vitales pour l'Angleterre et que la Belgique peut compter sur l'Angleterre dans le cas où elle serait victime d'une agression non provoquée. M. Van Zeeland répondit notamment :

« Notre position géographique fait de notre pays la pierre angulaire de l'Europe occidentale. C'est un devoir envers nous-mêmes et un devoir envers nos grands voisins de tout faire, pour décourager toute tentative d'agression ou de passage par notre territoire. »

Sir Basile Zaharoff est mort

Monte-Carlo, 28 A. A. — Sir Basile Zaharoff est mort, ici. Son corps sera mis en terre aujourd'hui. Madame de Bourbon, sa fille, a veillé le corps la nuit, avec des intimes. Le corps sera ensuite dirigé vers Billancourt (Seine-et-Oise), où le défunt possédait une propriété achetée par la duchesse de Villafranca-Pilat, son épouse, décédée il y a plusieurs semaines à Monte-Carlo. La déclaration de décès faite à la mairie de Monaco indique que Zaharoff naquit à Erzer, en Turquie, le 20 octobre 1850.

En dehors de Madame de Bourbon, aucun membre de la famille Zaharoff ne se trouve à Monte-Carlo.

gouvernementaux à Carthagène. On annonce, d'autre part, que le croiseur républicain « Cervantes », est hors de combat.

Le blocus de Barcelone a commencé

Tétouan, 28. — Les forces nationales ont entamé le blocus de Barcelone. On signale deux sous-marins nationaux dans les eaux de Barcelone. Ils abordent tous deux les couleurs nationales. Le vapeur soviétique « Kuban » a été arraisonné.

Les répercussions internationales

L'Angleterre interdit le transport des armes

Londres, 28. — D'après la presse anglaise, la loi sur l'interdiction de transporter des munitions et armes à bord des navires battant pavillon anglais sera discutée mardi prochain aux Communes. Si cette mesure sera approuvée par le Parlement, elle sera immédiatement mise en application.

Le gouvernement de Valence demande la convocation du conseil de la S. D. N.

Genève, 28. — M. Del Vayo, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Valence, a demandé à M. Avenol, secrétaire général de la S. D. N., la convocation immédiate de la Ligue. Cette démarche est motivée par la reconnaissance officielle du gouvernement de Burgos par certaines puissances telles que l'Italie, l'Allemagne, le Chili, l'Albanie, etc.

L'impression à Londres

Un conseil de cabinet extraordinaire

Londres, 28. — Un conseil de cabinet extraordinaire s'est réuni à l'improvise à Downing Street.

On suppose dans les milieux bien informés que cette réunion a été provoquée par la décision du gouvernement de Madrid de demander la convocation urgente de la Ligue.

Le fils de M. Caballero fusillé

Valencia, 28 A. A. — Le fils de M. Largo Caballero a été exécuté à Sagovie par les insurgés.

Les menées extrémistes dans le sud de la France

Paris, 28. — Le « Petit-Parisien » annonce qu'une certaine activité des éléments extrémistes se remarque dans le Sud de la France, notamment à Aix, Marseille et Toulouse.

Cependant, malgré plusieurs enquêtes, on ne sait au juste en quoi consiste ce mouvement ni quelles sont ses visées.

L'ambassadeur d'Italie chez le ministre des Affaires étrangères du Japon

Tokio, 27. — L'United Press informe que l'ambassadeur d'Italie, M. Auriti, a eu une longue conversation avec le ministre des affaires étrangères japonais, M. Arita. On apprend que l'entretien a eu trait également au récent accord anti-communiste germano-nippon.

Les félicitations de M. Mussolini

Rome, 27. — Avant de quitter le croiseur Zara, le « Duces » a promulgué l'ordre du jour suivant : « Sa Majesté le Roi et Empereur me charge d'exprimer aux commandants en chef, aux commandants, aux états-majors et aux équipages des forces navales la haute satisfaction de Son Altesse le régent de Hongrie et ses propres augustes félicitations pour le superbe spectacle de puissance qui a été offert ce matin dans le golfe de Naples. »

LA PRESSE TURQUE DE CE MATIN

La séance d'hier de la G. A. N.

La diplomatie française retarde. — Une mauvaise note. — Notre frontière nationale

M. Ahmet Emin Yalman écrit dans le "Tan" :

« Hier, du haut de la tribune de la G. A. N., les volontés et les résolutions turques au sujet d'Antakya et d'Iskenderun ont été exposées avec netteté et décision. Des critiques très justifiées et très opportunes ont été formulées au sujet des procédés étroits et négatifs de la diplomatie française. »

Les paroles franches et sincères de notre ministre des affaires étrangères ont éclairé tous les aspects de la question. La France a répondu à notre première note en nous contestant de façon radicale tout droit et elle a avancé des affirmations juridiquement et historiquement infondées au sujet des relations entre la question du « sancak » et le mandat syrien.

Conformément aux principes de loyauté dont s'inspire la politique extérieure turque, nos affirmations ne reposaient que sur les principes du droit et de la loyauté. Notre note responsive l'a exposé. Nous avons dit à la France en termes fort nets :

« Procédons à un échange de vues amical, autour du tapis vert, au sujet des questions qui nous divisent. Si vous le refusez, si vous maintenez votre ancien point de vue, nous en conclurons que vous déniez vos engagements à notre égard. Si le principe le plus essentiel d'un accord est dénoncé unilatéralement par une des parties, l'autre partie se trouve également déchargée de toute obligation dérivant de cet accord. Si donc vous refusez notre proposition, c'est dire que la convention d'Antakya et le traité de Lausanne sont également caducs. Et dans ce cas, nous sommes dans la nécessité d'entamer de nouveaux pourparlers avec vous et avec la Syrie pour la délimitation de notre frontière du Sud. »

La diplomatie française, qui vit encore dans les siècles anciens et se refuse à voir les réalités en face, a cherché à échapper à la claire logique de ces claires paroles et, conformément à ses méthodes traditionnelles, a tenté de répondre par des faux-fuyants. Oubliant et reniant complètement les accords qu'elle avait conclus avec nous avant que le mandat lui fut attribué et à un moment où il n'existait encore aucun organisme politique portant le nom de « Syrie », elle a prétendu que la question serait en connexion avec la Syrie et que l'indépendance du « sancak » porterait atteinte à l'unité de la Syrie. Elle ne consentit à entamer des pourparlers qu'au sujet de certaines concessions apparentes avec lesquelles elle se flattait de nous satisfaire.

Et comme la France savait que nous ne nous arrêterions pas un seul instant sur une pareille proposition, elle en a formulé tout de suite une seconde :

« Parler de l'indépendance du « sancak » dépasse nos prérogatives d'Etat mandataire. Si toutefois vous persistez à envisager la question sous cet angle, adressons-nous à la S. D. N. au nom de qui le mandat est exercé. »

Notre gouvernement a accepté d'aller à la S. D. N. Mais il n'a pas consenti toutefois à ce que ce recours ait lieu dans la forme voulue par la France et il ne partage pas les vues de ce pays concernant le mandat. Il a estimé qu'une divergence de ce genre est susceptible d'accroître encore les dangers que court la paix mondiale et c'est dans cette conviction qu'il accepte que la question soit examinée dans le cadre de la S. D. N. Nous, qui étions disposés à traiter en tête à tête avec la France, nous ne voyons aucun inconvénient à le faire également en présence de témoins impartiaux et loyaux.

Mais nous ne cachons pas que nous avons donné une très mauvaise note à la diplomatie française, en l'occurrence et que l'amitié turco-française ne nous apparaît pas entre des mains suffisamment sûres, en France. En présence de la pression qui se poursuit aujourd'hui encore avec violence, dans le « sancak », le Quai d'Orsay continue à conserver une attitude d'observateur indécis. La situation à Antakya est un terrible démenti aux affirmations du ministère des colonies françaises, au sujet de la pureté d'intentions et du pacifisme de la France.

L'un des discours les plus impressionnants prononcés hier à l'Assemblée est celui de l'ancien ministre des affaires étrangères, Yusuf Kemal. Il nous a dit qu'il avait signé, les larmes aux yeux, le traité de 1921 ; qu'il n'a pas oublié par où passent les frontières naturelles de la Turquie et il a souligné que jamais on ne se libérera de la nécessité de rectifier la frontière erronée d'aujourd'hui.

Peut-être y en a-t-il, parmi les déclarations des autres députés, que l'on pourrait qualifier de violentes. Mais elles témoignent de l'émotion à laquelle est en proie le peuple turc.

Cette émotion ne se calmera pas tant que la question ne sera pas réglée suivant le droit et la justice. La politique d'attribution de la France ne trouvera un terrain favorable ni dans notre pays, ni dans le « sancak ». Plus vite elle s'en rendra compte, mieux cela

vaudra.

Nous attendons avec une confiance absolue les décisions de la S. D. N. au sujet du « sancak », car nous sommes sûrs de notre cause et sûrs aussi de la droiture de la S. D. N. »

Cette conclusion est aussi celle à laquelle parvient M. Yunus Nadi, dans le « Cumhuriyet » et « La République » :

« Pour nous, écrit-il, nous avons plein espoir que la soumission du problème à la S. D. N. sera de nature à faciliter la solution, attendu que nous croyons plus probable que la France se soit engagée involontairement dans une fausse route d'où elle ne peut plus sortir. Même si elle persiste à défendre à Genève son propre point de vue, en présence d'une cause dont l'évidence juste sera admise par tout le monde, elle trouvera une occasion de ne point s'obstiner, outre mesure, dans sa manière de voir. »

LES ARTICLES DE FOND DE L'« ULUS »

La nouvelle phase

L'« Ulus » a publié, hier, le texte des notes turque et française. Nous avons annoncé également que notre gouvernement ferait une déclaration au sujet des nouvelles propositions relatives au recours à Genève.

La réponse turque a démontré par des preuves irréfutables et par un document qui peut être considéré comme un modèle de littérature politique, combien nos vues au sujet du « sancak » sont opposées à celles de la France. Nous sommes convaincus que, pour beaucoup de Français, notre note ne sera pas seulement la manifestation de l'importance que nous attachons à la question du « sancak », mais celle de l'importance de cette question elle-même.

La France et la Turquie sont séparées par une grave divergence de principe. Nous avons traité de la question du « sancak » en 1921 et nous l'avons réglée comme une question purement turque. Les preuves que nous avons données à la réponse turque sont si fortes et si convaincantes que nous ne voyons ni la nécessité de la reproduire à nouveau dans nos colonnes, ni de les soumettre à nos amis français.

Nous demandons l'application des droits résultant des traités. Notre thèse n'est pas un recueil de réflexions personnelles ; elle repose sur un accord précis et sur ses conclusions naturelles. Nous insistons sur les destinées d'une zone déterminée qui est turque. Nous n'avons rien à débattre avec la Syrie ; nous désirons seulement que les pays voisins puissent vivre libre, heureux et en bons termes avec nous. De même que nous avons le droit d'exiger que la Syrie témoigne à l'égard du « sancak » d'une sincérité égale à celle dont nous témoignons à son égard, la France aussi ne doit pas se soustraire à l'accomplissement de son devoir envers le « sancak » comme elle l'a accompli envers la Syrie.

Nous estimons qu'il n'y a aucune raison ou excuse logique qu'elle puisse invoquer à ce propos. Expliquons-nous bien : autant nous veillons au respect des droits et des intérêts de la France, et de la Syrie, autant nous exigeons, avec une égale sensibilité, le respect par elles des droits et des intérêts du « sancak ».

Nous ignorons encore ce que seront les déclarations de notre gouvernement au Kamutay au sujet de la situation, et quelles seront ses décisions. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le gouvernement turc n'a jamais eu l'intention d'opposer un obstacle quelconque à l'application des traités de paix et d'entente. Au contraire, il s'est toujours attaché à accroître les capacités de ces traités pour l'application du droit et de la justice ; à accroître aussi la confiance générale dont ils jouissent ; il a toujours été d'avis également de convaincre par des exemples ceux qui hésitent et doutent de ce que ces traités ne travaillent que pour le droit et pour la paix.

Falih Rifki ATAY.

C'est chez : **Bayan**
253, Istiklal Caddesi
en face du Passage Hacıosman
que vous trouverez Madame les **SACS** de meilleur goût qu'il vous faut pour la saison des **GANTS** du dernier cri et les **BAS** que vous désireriez avoir.

LES GRANDS GALAS du GARDEN

Mercredi 2 Décembre : Première sensationnelle
Présentation de :

LU PERKINS
La vedette des vedettes — La divette endiablée
La star authentique de Hollywood
LA CREATRICE ET L'ANIMATRICE DE
« LA CUCARACHA »
L'ORCHESTRE DES ENFANTS TZIGANES HONGROIS
LES 25 ARANYOSSY RASKA
le plus formidable ensemble d'Europe venant en dernier lieu de Paris.

LA VIE LOCALE

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Consulat général soviétique

Le consul général intérimaire des Soviets à Istanbul, M. Varte, est parti en congé pour Moscou. Les affaires du consulat général seront gérées en son absence par le vice-consul, M. Kemal Kiyavof.

Feyz Muhammed Khan est parti hier pour Ankara

Le ministre des affaires étrangères afghan, S. E. Feyz Muhammed Khan, qui se trouvait depuis quelques jours à Istanbul, est parti hier avec l'ambassadeur d'Afghanistan, Sultan Ahmed Khan, pour Ankara.

LE VILAYET

Le transfert des entrepôts

Les opérations laborieuses pour la prise en charge par la nouvelle direction du port des entrepôts existants en notre ville se sont achevées avant-hier. Depuis hier, les entrepôts en question — ils sont au nombre de seize — ont commencé à fonctionner sous leur nouvelle administration. En outre, on compte aménager le local de l'ancienne direction des douanes en un entrepôt qui sera le plus grand de Turquie — et aussi celui qui sera aménagé de la façon la plus moderne.

L'édifice en question est long et à deux étages. Des lézardes se remarquent à la partie supérieure, mais comme les fondements sont solides, on n'éprouve pas de préoccupations sérieuses.

Des motocyclettes pour le personnel du ministère de l'agriculture

Il a été décidé qu'en vue de permettre au personnel du ministère de l'agriculture d'étendre son service de contrôle à toutes les localités d'une zone déterminée, y compris les plus lointaines, des motocyclettes seront mises à sa disposition. Notre vilayet, se conformant pour la première fois à cette innovation, a mis dix de ces machines à la disposition des préposés de son ressort.

LA MUNICIPALITE

Deux mille nouvelles lampes

Un projet avait été élaboré par la Municipalité pour la pose de 2.000 nouvelles lampes dans les rues d'Istanbul insuffisamment éclairées. On est en train d'évaluer les frais qu'entraînera sa réalisation. Après avoir fixé ce point, la Municipalité demandera les pouvoirs nécessaires à l'Assemblée de la ville lors de sa session de février prochain. Un accord sera conclu à cet égard entre la Municipalité et la Société d'Electricité.

LES ASSOCIATIONS

Le nombre des associations professionnelles d'artisans est en baisse

Nous avons signalé à plusieurs reprises que l'on envisage, en lieu et place, une réduction générale du nombre des associations ou corporations d'artisans existant en notre ville. Il y en a 34, ce qui est excessif — surtout si l'on tient compte du fait que la plupart d'entre elles ont un nombre absolument infime de membres, ce qui rend leur existence fort précaire.

Le nouveau projet du règlement au sujet des petits artisans prévoit, à cet égard, des réformes importantes. Il établit d'abord une discrimination indispensable : sur les associations existantes, il n'y en a que 11 qui entrent dans la catégorie de l'artisanat proprement dit et qui recevront une organisation appropriée. Une seconde discrimination à l'égard de 6 associations actuellement existantes et qui sont, à proprement parler, des groupements d'ouvriers. C'est le cas, notamment, pour les chauffeurs, les portefaix, les ouvriers du Port, etc...

Enfin, il reste 17 d'entre les groupements actuels qui n'appartiennent ni à la catégorie des artisans ni à celle des ouvriers et dont l'organisation définitive devra être fixée par les nouvelles Chambres de l'Economie dont la création a été décidée.

Le Halkevi d'Istanbul recevra une nouvelle aile

Le Halkevi d'Istanbul n'a pas de salle de sport ; d'autre part, sa salle de conférences, formée de deux longues chambres réunies par un bout et se coupant à angle droit, ne répond que fort imparfaitement aux besoins d'une ac-

tivité intellectuelle qui est intense, pendant les mois d'hiver. Aussi, a-t-on décidé de combler cette double lacune. A cet effet, une nouvelle aile sera construite dans le jardin de l'établissement. Ce sera un édifice à deux étages ; le rez-de-chaussée sera affecté aux sports ; le premier, aux conférences. En outre, la nouvelle construction abritera des bureaux, des installations de bains et des douches. Tous les plans et devis sont prêts. La pose de la première pierre de l'édifice aura lieu très prochainement.

LES AILES TURQUES

En raison de la saison d'hiver les heures de départ sont modifiées

En raison du changement de la saison, l'administration des Voies Aériennes a apporté, à partir d'hier, d'importantes remaniements à l'horaire des services Ankara-Istanbul.

Désormais, les appareils partent d'Ankara le matin à 9 heures et atterrissent à Yeşilköy à 10 h. 50. Le départ d'Istanbul a lieu à 13 h. 30 et l'arrivée à la capitale à 15 h. 50. Les autobus pour Yeşilköy de l'administration des Voies Aériennes quittent leur lieu de stationnement, à Karaköy, devant les bureaux des Postes et Télégraphes, à 12 h. 30. Le départ supplémentaire du samedi, aura lieu à 13 h. 30 et l'arrivée à Yeşilköy, à 15 h. 20. Les jours de brouillard, il n'y aura pas de départ.

LES ARTS

Un concert en faveur du « Croissant-Rouge »

Aujourd'hui, 21 novembre, à 17 heures 30, un concert au profit de la section de Beyoğlu du « Croissant-Rouge » sera donné dans la salle des conférences du Lycée de « Galatasaray » par la pianiste Prof. Mlle Elise Stangl, du Conservatoire de Prague, et l'ancienne soprano et professeur de chant de l'Opéra de Moscou, Mlle Lenskaya Mahir. Les musiciens turcs, MM. Kemal Niyazi, Sadi et Cevdet préteront leur concours.

Le Souci No 1 de l'hiver

Parmi les soucis auxquels sont soumis les habitants d'Istanbul, il y en a un qui sont de saison, ou plutôt, qui apparaissent avec les saisons.

Avec l'hiver précoce qui est à nos portes, notre souci, maintenant est de nous préserver dans les trams des courants d'air produits quand les deux portes restent ouvertes, et qui sont cause de beaucoup de maladies, voire même de décès.

Il est vrai qu'en principe, le conducteur est chargé de veiller à ce que les deux portes ne restent pas ouvertes en même temps, mais, dans la pratique, ceci est inapplicable, notre expérience journalière le démontre.

Nous n'allons pas proposer des modifications techniques, comme les portes automatiques et autres ; on nous opposerait le manque de ressources, l'importance des frais à effectuer...

Pour pouvoir délivrer notre ville de ce souci n° 1 de l'hiver, nous proposons ce qui suit et qui a l'avantage de n'occasionner aucune dépense :

La plate-forme avant, c'est-à-dire celle où se tient le waitman, et qui est réservée actuellement à certains serait fermée pour tout le monde sans aucune exception de façon que la porte vitrée derrière le conducteur restera fermée à clé jusqu'à l'arrivée à la station terminus de la voiture.

Tous les voyageurs, quels qu'ils soient, entreraient par la plate-forme arrière et en sortiraient également.

Certes, ce ne sera pas très commode, les premiers jours surtout, où il y aura encombrement, mais de deux maux, il faut choisir le moindre.

Mieux vaut se plier à l'ennui d'une bousculade passagère, que de risquer d'attraper un rhume, une bronchite, voire même une pneumonie.

Si l'on devait à cet égard organiser un référendum parmi la population, il est très probable que la majorité sera de notre avis.

Bien que nous ayons peu d'espoir de voir adopter une mesure aussi simple, nous en faisons état parce que le moment de soulever la question est venu.

Il est possible que d'autres confrères se mettent à notre remorque et qu'après un certain temps, nous passions à d'autres sujets pour revenir sur celui qui nous occupe, l'hiver prochain.

Aksamci

LETTRE DE PALESTINE

Dans l'Emek Zébulon

(De notre correspondant particulier)

Tel-Aviv, novembre 1936.

C'est dans la plaine de Caïffa, ou pour mieux dire, dans l'« Emek Zébulon » la vallée de Zébulon, que l'on reconnaît le mieux les résultats de l'effort national.

Pendant les six derniers mois, le travail d'extension a grandement progressé dans cette région, où le Keren Kayemeth, en acquérant à temps de vastes superficies incultes, a rendu possible l'essor rapide d'une industrie et d'une colonisation urbaine et rurale. De nombreuses entreprises industrielles, qui se trouvaient mal à l'aise à Caïffa ont émigré vers la zone d'industrie créée par le Fond National Juif dans les parages de la baie.

D'autres attendent impatiemment que les terrains soient préparés en vue de leur transfert, sans compter les entreprises désireuses de débiter dans des conditions favorables. Les conditions, dans l'Emek Zébulon sont, en effet, excellentes : un grand choix de lots de coupe diverses ; de l'air et de la lumière, à profusion ; une eau de qualité supérieure.

Pour répondre aux besoins les plus urgents, il a fallu, tout d'abord, rendre de nouvelles étendues utilisables. De grands travaux d'aplanissement se sont poursuivis pendant les troubles. De véritables montagnes de sable ont été déblayées par de nombreux ouvriers, sur une superficie de plusieurs centaines de « donums » appartenant au KKL.

Maintenant que le sol est aplani, on va commencer à y tracer des routes, ce qui permettra l'établissement de nouvelles industries dans l'Emek Zébulon.

Dans la même région, le gouvernement fait aménager un grand aéroport sur des terrains que le KKL lui a cédés en échange d'autres, situés au bord de la mer. Ce champ d'aviation, qui servira d'escale aux avions des grandes lignes internationales, vient d'être rattaché à la grande route de Caïffa à Acre par tronçon latéral asphalté sur toute sa longueur.

Cette nouvelle route va être prolongée directement jusqu'au port même de Caïffa. De cette façon, les faubourgs juifs, les établissements militaires, agricoles et industriels, sis dans l'Emek Zébulon jouiront dans un avenir prochain d'une liaison beaucoup plus directe avec Caïffa que par la route actuelle, qui fait un grand détour.

Les usagers des autobus et les fournisseurs économiseront un quart d'heure sur leur trajet quotidien.

A Kiriat-Haim, imposante cité suburbaine, où habitent de nombreuses familles de la classe moyenne et ouvrière juive, un travail singulièrement important est en voie de s'achever. Il s'agit, là aussi, de déblayer des dunes de sable, qui encombraient les terrains du KKL situés entre la voie ferrée de Caïffa à Acre et la mer, afin de permettre la construction de nouveaux blocs d'habitations.

Entrepris au beau milieu des troubles, ce travail est à peu près terminé. Actuellement, on prépare la construction d'une route qui reliera Kiriat-Haim à la mer.

Cette route ne favorisera pas seulement l'essor du faubourg, mais desservira de la façon la plus utile la plaine tout entière. A cet endroit, en effet, la baie de Caïffa est bordée d'une plage de sable fin, la meilleure de toute la région.

On pourra donc songer, plus tard, à aménager des bains pour les besoins de la ville voisine et de toute la contrée.

De nouvelles habitations surgissent partout du sol. A Kiriat-Shémouel, nouvel établissement fondé par le « Hapoel Hamizrachi » sur le sol du KKL, la construction des premières maisons commencera dans le courant des semaines prochaines.

A Kiriat-Bialik, colonie mi-urbaine, mi-agricole, habitée par des immigrants d'Allemagne et sise, comme les autres de la plaine sur le sol du KKL, tous les préparatifs se font en vue de la construction prochaine de 140 maisons supplémentaires.

A Kiriat-Haim, le grand faubourg, dont nous avons parlé tout à l'heure, la Sté. d'Electricité Ruthenberg va faire bâtir une série de maisons pourvues de tout le confort pour ses ouvriers et ses employés.

D'autre part, on y a entrepris la construction de 20 maisons, dont 11 ont déjà pu être achevées, bien que les travaux aient débuté au milieu des troubles.

90 maisons viendront bientôt s'ajouter à celles-là.

Le tout sera terminé, au plus tard, l'été prochain.

Trois « Kibboutzim », groupements d'ouvriers vivant en collectivité, ont également reçu du KKL des terrains à Kiriat-Haim.

Comme les kibboutzim logent leurs membres dans de grandes maisons communes, ils disposeront de suffisamment d'espace pour se livrer à des cultures maraîchères pour leurs propres besoins.

L'un de ces trois groupements, la « Pelouath Hayam » (Département maritime) a énergiquement aidé à faire pénétrer la main-d'œuvre juive dans le port de Caïffa.

La population de l'Emek Zébulon s'élève au total à 6.100 âmes, sur lesquelles 3.500 vivent à Kiriat-Haim.

L'exposé du Dr. Aras

(Suite de la première page)

Etant donné ces différences, il est naturel de reconnaître avec nous que ces contrées ne rentrent pas parmi celles qui sont stipulées dans la Charte de mandat.

C'est parce que le « sancak » était destiné d'après la convention de 1921 à servir d'une autonomie devant évoluer vers l'indépendance, qu'il n'a pas été incorporé dans les dénominations figurant dans ladite Charte. Dans le cas contraire, il faudrait admettre que ces dispositions contradictoires se neutralisent entre elles ont eu pour conséquence l'annulation arbitraire de notre traité. Dans ce dernier cas, il serait évident que toutes les questions ayant fait l'objet de l'accord de 1921 demeurent en suspens dans l'attente d'une solution.

LES PROPOSITIONS DE LA FRANCE

Etant donné les entretiens et les contacts que j'ai eu lors de mon séjour à Genève à l'occasion de la réunion de l'Assemblée, je crois pouvoir entretenir à Ankara, des négociations avec la France au sujet de cette affaire qui constitue pour nous un problème national. Comme vous vous en êtes rendus compte à la lecture des livres blancs, au lieu de négociations, ce fut un échange de notes et une suite de discussions. Je puis remarquer, d'ailleurs, qu'ils ont eu lieu dans une atmosphère amicale. Une question si importante ne pouvait naturellement pas souffrir des ajournements et des tractations. L'ambassadeur de France nous a transmis, il y a deux jours, tout en nous laissant le choix des deux propositions de son gouvernement.

Je vous les soumetts textuellement : Par sa note du 10 novembre, le gouvernement français a défini sa position juridique dans la question d'Iskenderun, tant au regard de la S. D. N. vis-à-vis de laquelle il est lié par la Charte de mandat qu'au regard de la Turquie à raison des obligations spéciales assumées en vertu de l'accord d'Antakya.

A la lumière des explications déjà données, le gouvernement français ne doute pas qu'un arrangement satisfaisant pour les diverses parties en cause puisse être atteint par l'adoption de l'une des deux procédures suivantes :

1. — Si le gouvernement turc ne met pas en question l'allégeance politique du « sancak » à la Syrie, réalisée depuis l'origine du mandat, le gouvernement français est prêt à procéder sans délai à l'examen des garanties que le gouvernement turc estimerait désirable de voir stipuler en faveur des éléments turcs de cette région, dans le cadre des accords de 1921.

2. — Si le gouvernement turc insiste pour demander en faveur du « sancak » un statut nouveau, impliquant par exemple l'indépendance vis-à-vis de la Syrie, la question dépasse le gouvernement français en sa qualité de puissance mandataire. Le conseil de la S. D. N. serait dans un tel cas compétent pour interpréter l'acte de mandat et donner un avis autorisé.

Cette double suggestion est formulée dans l'esprit amical qui, seul, doit inspirer le règlement de cette question qui intéresse à la fois la Turquie, la France et les pays actuellement placés sous l'autorité de la République française.

LA REPONSE DE LA TURQUIE

Ayant reçu les directives conformes aux désirs de la nation que notre grand Chef, notre Président du Conseil et le conseil des ministres avaient donné au département des affaires étrangères, j'ai immédiatement répondu que nous ne pouvions accepter la première proposition. Et, après avoir soumis la question au groupe parlementaire de notre parti, j'ai fait savoir à l'ambassadeur de France notre accord pour soumettre la question au conseil de la S. D. N. Ainsi, le règlement de la question touchant les destinées de la population d'Iskenderun, d'Antakya et de leurs environs se trouve ajournée jusqu'à ce que la S. D. N. l'examine et donne son avis.

La S. D. N. est donc invitée à s'occuper de notre grande cause nationale et, surtout, du point de vue de la paix et de l'économie, à donner son avis au sujet des destinées et de la sécurité de ce territoire turc où se trouve l'unique et l'important port méditerranéen servant aux échanges entre l'Europe et une grande partie du Proche-Orient formée d'une grande région qui, commençant par la partie Sud de l'Iran septentrional, englobe en Turquie le bassin du lac de Van et la partie Sud du vilayet de Diyarbekir et d'une petite région au Nord de l'Irak et au Nord de la Syrie.

Je puis vous assurer que le département des affaires étrangères suivra également cette phase de l'affaire avec attention et tout le soin voulu. Je vous prie maintenant de nous permettre de suivre cette voie et de bien vouloir nous faire confiance. Au fur et à mesure que la situation se développera, je l'exposerai telle qu'elle se présente, devant votre haute assemblée. C'est à vous qu'il appartient toujours de prendre, le cas échéant, la décision nécessaire.

1.500 à Kiriat-Motzkine, 800 à Kiriat-Bialik et 300 dans des localités de moindre importance.

Ce beau résultat, atteint dans l'espace de cinq ans à peine, prouve que l'Emek Zébulon, clef de la prospérité de Caïffa, est une terre d'avenir.

Joseph AELION.

LE CINEMA

La mystérieuse GRETA GARBO

J'ai eu l'heur de voir Greta Garbo lors de son passage ici avec son fiancé d'alors, son propre metteur en scène. Elle était belle, très belle, même à cette époque-là.

Sentimentale à l'excès, elle choisissait de préférence, pour se promener, les sites les plus romantiques d'Istanbul.

On la voyait très souvent sur les hauteurs de Candilli, au Christ de Büyükdere, et surtout, à celui de Kinalia-da.

Eh bien ! si les temps ont changé depuis sa venue en Turquie, décidément Greta Garbo, ainsi que le relève à souhait Thérèse Pages, n'a pas changé. Malgré les étranges bruits qui couraient, depuis son dernier voyage en Suède, sur sa nouvelle manière d'être, Greta Garbo reste et restera toujours le grand point d'interrogation, le phénomène, la star énigmatique et mystérieuse, le phénomène, enfin, du bavard et si peu secret Hollywood.

Le mystère dont elle entoure sa vie et ses projets semble ne devoir jamais être éclairci.

Greta, une fois son dernier film terminé, ne va-t-elle pas mettre à exécution son fameux projet, tant de fois différé, de quitter l'écran à jamais pour se retirer en Suède, son pays natal ?

Chi lo sa ? J'ai cherché, moi aussi, comme tant d'autres confrères, lors de sa venue à Istanbul, à approcher Greta Garbo. Ce fut peine perdue. Elle sortait, en cachette de sa demeure pour n'y rentrer que tard dans la nuit.

Du reste, son caractère s'est aigri depuis l'instant où elle perdit Thalberg. Ce dernier était non seulement son ami, mais aussi son guide, son protecteur.

Et Greta l'aimait du plus profond de son cœur.

Aussi, ne faut-il pas se dissimuler l'importance de la disparition de Thalberg. Il était réellement le dieu tout-

puissant du cinéma et si Greta Garbo a jusqu'ici triomphé de l'épreuve du temps, si dangereuse pour les vedettes de l'écran, c'est à son génie qu'elle doit.

N'était-ce pas lui qui choisissait les scénarios de ses films, ses metteurs en scène et qui la guidait dans le choix de ses partenaires et dans celui plus minutieux, de ses toilettes ?

Avant la mort de Thalberg, Greta, la divine Greta, que les cinéophiles de notre ville aiment beaucoup, avait déclaré à certain gros bonnet de sa firme, que « la prochaine fois qu'elle irait en Suède, elle n'en reviendrait pas ». Et, comme pour confirmer ses dires, on mande d'Hollywood que les agents de la vedette en Suède, viennent de se rendre acquéreurs d'une propriété de 4.000 hectares, dans les environs de Stockholm.

Ajoutons à ceci que la fortune amassée par Greta, pendant les onze ans de sa carrière américaine, a atteint actuellement de telles proportions (malgré tous les pots qui ont couru sur ses « ruines » successives) qu'elle peut désormais envisager avec sérénité une existence inactive.

Certains vont même jusqu'à dire qu'elle pourrait s'offrir le grand luxe de monter un théâtre dans son pays comme elle en avait exprimé le désir au cours d'un de ses rares instants d'abandon.

Un témoin oculaire l'aurait entendu dire récemment :

— J'aime mieux me donner complètement à mon travail, toujours, plutôt que de me reposer. Les plus belles carrières sont courtes. Il faut donner son plein rendement pendant qu'on le peut.

Ne chuchote-t-on pas également qu'un riche mariage l'attendrait dans son pays natal... Mais si l'on devait croire à tout ce que l'on chuchote sur Greta Garbo ?... Oh ! alors... — P.

CHARLOT tournera-t-il son prochain en Russie ?

Une nouvelle sensationnelle, à laquelle les journaux d'Hollywood ne font que des illusions discrètes et voilées, circule depuis quelque temps avec persistance dans les milieux cinématographiques de la cité du film.

L'enquête à laquelle vient de se livrer un journaliste californien lui a permis de tirer ces bruits au clair. Toute la série de faits troublants et de coïncidences surprenantes conduit à une seule solution : il y a les plus grandes chances que le prochain film de Charlott soit tourné dans un studio russe.

En raison de l'épais mystère qui entoure encore cette probabilité, il est difficile de dire si la décision de Chaplin est définitive.

L'événement qui vient incontestablement renforcer le désir pour Chaplin de se rendre en Russie pour y tourner un film, se produisit au moment où « Temps modernes » (qui fut projeté récemment dans deux grands cinémas d'Istiklal Caddesi) fut, enfin, terminé et prêt pour la présentation.

Ayant eu maille à partir avec certaines personnalités du VIII^{ème} Art, Charlie en annonçant qu'il tournerait deux films, se refusa à toutes déclarations au sujet du second.

Au studio de Chaplin, à Hollywood, on ignore, bien entendu, tout des projets du patron.

Mais comme on y connaît bien la nature peu expansive de Charlott, on admet très volontiers qu'il se peut que Charlie tourne bientôt un film en Russie.

Jugé par ses pairs

Le lit somptueux de John Gilbert a été vendu aux enchères, en même temps qu'étaient dispersés les souvenirs du disparu.

Il a atteint la somme de 1250 dollars. C'est le propriétaire d'un hôtel à la mode des monts de Pennsylvanie qui s'en rendit acquéreur.

Il se propose de le placer dans la plus belle chambre de son établissement, réservée aux couples en voyage de noces.

Ainsi, le lit d'un des plus grands amoureux de l'écran muet terminerait... dignement sa carrière !

Publicité cent pour cent !

Je suis toujours dancing-girl ! DECLARE

MARIE BELL

Eh ! oui, je suis toujours, en somme, une dancing-girl ! Et voilà qui doit vous surprendre !

Vous avez raison, amis lecteurs... et moi aussi !...

Mais laissez-moi vous expliquer tout ce mystère... C'est toute l'histoire de mes débuts que je vais vous raconter là.

J'ai toujours adoré le théâtre, mais j'avais une prédilection pour la danse et le chant, pour la gaieté et la joie de vivre.

A 15 ans, j'étais à Londres et je faisais partie d'un bataillon de girls. Ma vie s'écoulait sans histoire et je pensais à apprendre une nouvelle mélodie ou un pas original ; j'étais à cent lieues de penser à Molière, Racine, Musset.

Je les admirais, certes, mais je ne pensais pas à les interpréter.

C'est à ce moment que De Max, le magnifique tragédien trop tôt disparu, vint donner une série de représentations dans la capitale anglaise.

Il jouait — et avec quel talent ! — le répertoire classique. Son succès était très grand.

Un jour, cependant, une artiste qui interprétait Céphise dans « Andromaque », eut soudain une crise d'appendicite, qui la mit naturellement dans l'impossibilité de tenir son rôle.

Que faire ?

Il ne pouvait être question de prendre une remplaçante anglaise pour jouer du Racine avec l'accent anglo-saxon... C'est alors que mon sort se décida. Un ami parla à De Max d'une jeune Française qui jouait à Londres.

Oh ! évidemment, ce n'était pas une tragédienne, c'était une dancing-girl... Mais enfin, que faire ? Celle-là au moins parlait français !

Le grand Max hésita, mais se décida pourtant à voir cette compatriote. C'est ainsi que je fis la connaissance

de l'illustre tragédien et c'est ainsi que ma vie prit une nouvelle orientation.

De Max m'engagea aussitôt :

« Andromaque » fut jouée, ce soir-là, et j'y tins mon premier rôle classique. Ma franchise m'obligea à avouer, toutefois que mon rôle, prudemment, avait été réduit à quatre vers.

Quand De Max quitta Londres, il me dit, en me regardant fixement, de cette façon magnifique qui lui était propre :

— Vous devrez renoncer au music-hall, regagner Paris et entrer au Conservatoire !

J'écoutai son conseil !

Adieu dancing, chant, danse, musique endiablée ! Ce fut le Conservatoire National de Paris et ce furent aussi, au bout d'un an, deux prix, celui de tragédie et celui de comédie, qui me guidèrent, vers la Comédie-Française, que je ne devais plus quitter.

La vie, parfois, sait être drôle et pleine d'inattendu. Je suis devenue une actrice dramatique, ainsi en a décidé le Sort !

Mais laissez-moi vous avouer que j'ai toujours conservé un grand amour pour la danse, pour la musique, pour tout ce qui est jeune, enthousiaste, gai.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que j'ai tant de plaisir à tourner actuellement un film où mon rôle me permet de retrouver mes premières amours. Pensez-vous, je danse, j'aime la vie et la gaieté !...

Vous allez, sans doute, découvrir dans cette production une nouvelle Marie Bell. Puissiez-vous l'aimer ! Quant à moi, eh bien ! je ne ferai que retrouver celle que je fus, il n'y a pas si longtemps — mais la vie va si vite !

Vous voyez, je vous le disais bien, je suis toujours une dancing-girl !
Marie BELL.

André Berley est mort

Paris, 28. — L'artiste de théâtre et de cinéma bien connu, André Berley, est mort subitement.

Une grève formidable s'annonce à Manchester

Manchester, 27. — Les 100 mille ouvriers de l'industrie cotonnière ont décidé, à la majorité totale, de se mettre en grève à partir du 19 décembre, à moins que leur demande d'une augmentation de 8 pour cent de leurs salaires ne soit acceptée avant cette date.

LA BOURSE

Istanbul 27 Novembre 1936

(Cours informatifs)

	Liq.
Obl. Empr. intérieur 5 % 1918	95.75
Obl. Empr. intérieur 5 % 1933 (Ergani)	95.50
Bons du Trésor 5 % 1932	44.—
Bons du Trésor 2 % 1932	65.—
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 1933 1ère tranche	22.60
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 1933 2e tranche	21.10
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 3e tranche	21.30
Obl. Chem. de Fer d'Anatolie I ex coup.	41.65
Obl. Chem. de Fer d'Anatolie II ex coup.	41.65
Obl. Chem. de Fer Sivas-Erzurum 7 % 1934	100.50
Obl. Bons représentatifs Anatolie	44.90
Obl. Quais, docks et Entre-pôts d'Istanbul 4 % 3 % 1903	102.—
Obl. Crédit Foncier Egyptien 3 % 1911	94.—
Act. Banque Centrale	87.—
Act. Banque d'Affaires	10.—
Act. Chemin de Fer d'Anatolie 60 %	24.80
Act. Tabacs Turcs (en liquidation)	2.—
Act. Sté. d'Assurances Gies. d'Istanbul	11.45
Act. Eaux d'Istanbul (en liquidation)	11.40
Act. Tramways d'Istanbul	18.50
Act. Bras. Réunies Bomonti-Nectar	9.60
Act. Ciments Arslan - Eski-Hissar	13.30
Act. Minoterie « Union »	10.30
Act. Téléphones d'Istanbul	6.75
Act. Minoterie d'Orient	0.75

CHEQUES

	Ouverture	Clôture
Londres	617.—	616.—
New-York	0.79.50	0.79.50
Paris	17.07	17.08.50
Milan	15.10.25	15.07.16
Bruxelles	—	—
Athènes	—	—
Genève	3.45.25	3.45
Sofia	—	—
Amsterdam	1.46.55	1.46.25
Prague	—	—
Vienne	—	—
Madrid	7.42.70	7.44.20
Berlin	1.97.64	1.97.25
Varsovie	—	—
Budapest	—	—
Bucarest	—	—
Zelgrade	—	—
Yokohama	—	—
Moscou	—	—
Stockholm	—	—
Or	997	998
Mecidiye	—	—
Bank-note	242	244

CLOTURE DE PARIS

Dette Turque Tranche I Fr. 236
Banque Ottomane Fr. 454

BOURSE DE LONDRES

Liro 93.08
Fr. Fr. 106.15
Doll. 4.89.81

Les Bourses étrangères

Clôture du 27 Novembre

BOURSE DE LONDRES

New-York	4.89.68	4.89.68
Paris	105.16	105.15
Berlin	12.17	12.165
Amsterdam	9.025	9.02.25
Bruxelles	28.97.25	28.975
Milan	93.08	93.06
Genève	21.815	21.815
Athènes	549	549

(Communiqué par l'A. A.)

BOURSE DE NEW-YORK

Londres	4.89.71	4.89.71
Berlin	40.24	40.24
Paris	4.05.87	4.05.87
Amsterdam	54.80	54.29
Milan	5.26.25	—

15 h. 47 (clôt. off.) 18 h. après clôt.

Sahibi : G. PRIMI
Umumi Nesriyat Müdürü :
Dr. Abdül Vehab BERKEN
M. BABOK, Basmevi. Galata
Sen-Piyer Han — Telefon 43458



Le lit de John Gilbert

Voici en quels termes une personnalité bien connue parle d'Hollywood :

— Hollywood est un endroit où les gens dépendent de l'argent, qu'ils n'ont pas encore gagné, pour acheter des choses dont ils n'ont pas besoin, afin d'impressionner des êtres qu'ils n'aiment pas ou qu'ils ne connaissent même pas.



A gauche, Francis Drake devant son miroir. A gauche — Joan Marsh.
Au milieu. — Lorette Young et Robert Taylor



Un vrai mariage à Hollywood

En l'église de Santa-Monica (Californie), eut lieu le mariage de Maureen O'Sullivan, la délicieuse vedette de cinéma, et de John Farrow, scénariste réputé. Rappelons que les fiancées ont dû attendre deux ans l'autorisation papale.

La bénédiction nuptiale fut suivie d'une brillante réception dans les jardins de la villa de Loretta Young. La mariée, plus jolie que jamais, portait une splendide robe de cloqué blanc. Sa coiffure se composait d'un simple voile de tulle posé en auréole autour de ses boucles brunes.